



Numéro 32, vendredi 26 août 2005

Je suis de retour dans notre pays du Québec après un séjour au Pays-Bas et en Croatie. Le cours à l'Académie de droit international sur « La contribution du droit international au maintien de la diversité culturelle » s'est bien déroulé et donnera lieu à une publication dans le Recueil des cours de l'Académie dans quelques mois. J'ai par ailleurs découvert une ville magnifique, Dubrovnik, cette ville qui mérite, comme notre capitale nationale, son statut de site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Après mûre réflexion, après avoir pris en compte les opinions et suggestions de toutes celles et tous ceux qui m'ont prodigué leurs conseils, je suis maintenant en mesure de vous faire connaître, le résultat de cette réflexion. À cette fin, je reproduis ci-après le texte d'une déclaration qui sera rendue publique et qui est d'ailleurs publié dans *Le Devoir* d'aujourd'hui (p. A-9) :

« JE NE SUIS PAS CANDIDAT ET J'APPUIE ANDRÉ BOISCLAIR

J'ai longuement réfléchi à l'idée de me porter candidat au poste de chef du Parti Québécois et délibéré pendant l'été pour choisir la voie qui me semble être la meilleure pour l'avenir du Parti Québécois. De nombreux membres ainsi que plusieurs autres personnes ont exprimé le souhait que je m'inscrive dans la course à la direction et j'ai été touché par ses témoignages de soutien. J'ai aussi consulté des personnes qui m'ont inspiré et guidé à ce jour dans mes choix politiques.

Au terme de ma réflexion, j'en viens à la conclusion qu'il serait difficile pour moi d'être un candidat majeur dans cette course. De plus, la prolifération de candidats rendra difficile le débat d'idées que j'appelle de mes vœux. Il n'est donc pas approprié d'allonger la liste des candidats. En faisant preuve d'humilité et de réalisme, je choisis de ne pas être sur les rangs pour devenir chef du Parti Québécois et décide dès maintenant de me rallier à l'un des candidats.

Pas moins de douze personnes ont annoncé leur intention d'obtenir la confiance des membres du Parti Québécois et sont disposées à se soumettre au suffrage universel. J'ai lu attentivement toutes les allocutions et discours qu'elles ont prononcés depuis l'annonce de leur candidature. J'ai examiné les propositions qui ont été formulées dans ces interventions, leur conformité avec le *Projet de pays* qui a été adopté lors du XV^e Congrès national du Parti Québécois le 5 juin 2005 et les pistes proposées par ces personnes pour compléter ce projet par des politiques nationales et des engagements électoraux. Je choisis, comme d'autres le font aussi, de prendre parti aujourd'hui pour l'une des personnes afin de contribuer à sa campagne, l'accompagner dans le chemin long et difficile, semé d'embûches, qu'est une course à la direction d'un parti politique et pour enrichir le débat d'idées qui se fera au sein de son équipe.

J'appuie André Boisclair car je valorise son expérience. Il a été député pendant 15 ans et s'est fort bien acquitté de ses responsabilités dans la circonscription de Gouin. Il a assumé des fonctions ministérielles d'importance, dans des dossiers qui revêtent une signification particulière pour l'avenir du Québec, qu'il s'agisse de la solidarité sociale, des relations avec les citoyens et de l'immigration, des affaires municipales et régionales et de l'environnement. *La Politique nationale*

de l'eau, dont André Boisclair est l'auteur et que celui-ci a présentée à l'automne 2002, demeure pour moi un modèle pour la formulation des autres politiques nationales que le Parti Québécois devra élaborer en conformité avec son *Projet de pays* et dont l'Administration publique devra mettre en oeuvre dans un Québec souverain. André Boisclair a assumé les fonctions de leader du gouvernement et de leader de l'Opposition officielle. Il a acquis, de ce fait, une connaissance approfondie de la procédure parlementaire, mais a aussi été amené à valoriser, comme il se doit, l'institution parlementaire.

J'appuie André Boisclair car je partage plusieurs de ses idées. Dans son intervention du 17 juin 2005, il a présenté ses vues générales sur l'avenir du Québec. L'idée de selon laquelle les « principes du développement durable doivent nous guider dans toutes les sphères d'activités » est une idée à laquelle je souscris pleinement. Je crois par ailleurs qu'il faut maintenant dépasser le développement durable et raisonner en terme de développement humain, comme le prévoit le *Projet de pays* adopté lors du XV^e Congrès national du Parti Québécois. Ainsi, il doit être proposé que, dans l'ensemble de nos politiques nationales, qu'il s'agisse notamment de celles relatives à l'éducation, à la culture, à la santé, à la population et au territoire, soit donnée prééminence à l'être humain.

Je suis aussi convaincu, comme André Boisclair, que « [n]ous sommes aujourd'hui des milliers au Québec, jeunes et moins jeunes, à vouloir agir concrètement sur des questions qui nous concernent, à vouloir parler de paix, d'environnement, de culture et d'économie en notre nom sur la scène internationale ». Mais, au-delà de ces idées générales, il appartient au Parti Québécois de décrire l'acteur international que sera le Québec et de formuler une politique étrangère. Celle-ci ne devra toutefois être en rien étrangère aux préoccupations des autres États, nations et peuples du monde et devra démontrer l'intime relation entre nos relations internationales et nos politiques nationales. En cette ère de mondialisation, le sort du Québec est lié à celui du monde, mais le sort du monde est lié à celui du Québec aussi.

Je suis aussi d'avis que « [p]réparer la souveraineté est plus nécessaire que jamais ». Je crois que cette préparation doit être animée d'un sentiment d'urgence, mais qu'elle doit aussi et surtout être accompagnée d'une volonté de préparer les Québécoises et les Québécois à donner un consentement éclairé au projet de pays qu'il leur sera proposé par un gouvernement issu du Parti Québécois. Le mouvement des choses en ce qui concerne la souveraineté n'est peut-être pas aussi naturel que le suggèrent certains. Il résultera plutôt d'une intense préparation par l'État et la société civile de l'accession du Québec à l'indépendance nationale et d'une grande délibération citoyenne sur l'acquisition par le Québec du statut de pays, et notamment sur une *Constitution initiale* et les lois fondamentales qui enchâsseront le projet de pays. Selon certains, « l'indépendance ça ne se donne pas, ça se prend ». J'ajoute quant à moi que l'indépendance ça arrive, si on la prépare.

J'appuie André Boisclair car j'ai la conviction qu'il est le mieux à même de mobiliser les membres du Parti Québécois et de susciter l'adhésion de nombreux nouveaux membres. Je crois qu'il a la capacité d'exercer au sein de ce parti, si exigeant pour son chef, un leadership fort, comme il pourra guider et inspirer les députés de l'aile parlementaire dans leur travail à l'Assemblée nationale du Québec. Je crois qu'il favorisera la venue au Parti Québécois de personnes de milieux et d'origines divers qui porteront ses couleurs lors de la prochaine élection générale et qu'il le conduira à une victoire électorale. Je crois qu'il contribuera de même à l'émergence de la vaste coalition nécessaire pour réaliser la souveraineté du Québec.



J'appuie André Boisclair et vous invite à l'appuyer. Je l'accompagnerai dans sa course pour être chef du Parti Québécois. Je l'accompagnerai dans sa quête, dans notre quête, pour faire du Québec un pays.»

Je vous donnerai d'autres nouvelles de mes activités de l'été 2005 dans *Le courriel du député de Mercier* dont je prévois vous faire parvenir le prochain numéro le 1^{er} septembre prochain.



Renée-Chantal Bélinga est de retour de ses vacances et vous pourrez communiquer avec elle par la voie téléphonique ((514) 525.88.77), électronique (rbelinga@assnat.qc.ca) ou postale (1012, avenue du Mont-Royal Est H2J 1X6).

Je vous souhaite une agréable fin d'été !

Le député de Mercier,
Daniel Turp

Hôtel du Parlement
Bureau 3.93
Québec (Québec)
G1A 1A4
 (418) 644-1430;  (418) 641-2707

 d@nielturp.org
 danielturp.org

1012, avenue du Mont-Royal Est
Bureau 102
Montréal (Québec)
H2J 1X6
 (514) 525-8877;  (514) 521-0147